

Mali

La croissance de l'économie malienne s'est maintenue au même niveau qu'en 2009, dans un contexte de hausse modérée des prix à la consommation et de contraction de l'activité minière.

Le secteur agricole occupe une place de choix dans les politiques de développement du gouvernement, qui entend faire du Mali une puissance agropastorale dans la sous-région. Mais l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement est peu probable à l'horizon 2015, à exception de ceux liés à l'éducation et à l'accès à l'eau potable. Le paysage politique a commencé à se restructurer dans la perspective des élections présidentielle et législatives, prévues respectivement en avril et juillet 2012.

Le Mali a renforcé ses relations avec les partenaires émergents, en particulier avec la Chine. Ceux-ci interviennent souvent de façon moins procédurale, comparé aux partenaires traditionnels, mais ne sont pas toujours en cohérence avec le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) et la politique d'endettement du pays.

La structure de l'économie malienne, marquée par la prédominance des secteurs primaire (36 % du produit intérieur brut) et tertiaire (35.6 % du PIB), n'a pas sensiblement évolué entre 2009 et 2010. Elle devrait rester stable en 2011, avec une légère diminution des secteurs primaire et tertiaire au profit du secteur secondaire. En 2010, le taux de croissance du PIB réel s'est maintenu au même niveau qu'en 2009, à 4.5 % mais en deçà des prévisions initiales.

Cette croissance était soutenue notamment par les sous-secteurs de l'agriculture vivrière et des transports et télécommunications qui ont contribué pour un tiers de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, ainsi que par les sous-secteurs de l'élevage et du commerce. Les cultures d'exportation, y compris le coton, ont connu une forte croissance en 2010 (11.4 %) mais continuent d'avoir une contribution marginale à la croissance à cause de leur faible poids dans le PIB (2.6 %). En revanche, la forte contraction des activités minières (-16.2 %) notamment de la production aurifère a occasionné une perte de 1.1 point de pourcentage de croissance du PIB réel en 2010.

La consommation finale (85.1 % du PIB) a participé à la croissance du PIB à hauteur de 3.5 points de pourcentage en 2010. Les investissements bruts (22 % du PIB) ont connu une croissance de 1.3 points de pourcentage en 2010. La demande extérieure nette a grevé la croissance du PIB réel de 0.3 point de pourcentage en 2010.

La crise post-électorale en Côte d'Ivoire, qui s'est déclenchée en décembre 2010, a entraîné un ralentissement de l'activité économique et une poussée des pressions inflationnistes au Mali. Cette crise a provisoirement trouvé un épilogue avec l'arrestation du président sortant Laurent Gbagbo par les forces de son challenger élu Alassane Ouattara en avril 2011, mais si cette crise s'était installée dans la durée, elle aurait pu affecter les perspectives économiques jusqu'en 2012. En prenant en compte ses effets, le taux de croissance projeté pour 2011 devrait se situer à 5.4 %, sous l'hypothèse de bonnes conditions de la campagne agricole, d'un rebond de la production aurifère et d'une augmentation des cours de l'or et du coton.

Le pays a renforcé ses relations avec les partenaires émergents (PE). La Chine y occupe une place de choix, et la coopération sino-malienne concerne pratiquement tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. L'Inde, la Russie, le Brésil, le Venezuela, la Malaisie et la Libye ont également intensifié leurs relations commerciales et économiques avec le Mali, notamment dans les secteurs agro-industriel, chimique et du bâtiment. Les intérêts des partenaires émergents sont globalement identiques à ceux des partenaires traditionnels, à savoir l'accès au marché malien et régional de l'Afrique de l'Ouest et l'accès aux ressources naturelles. Les PE ne sont quasiment pas présents dans les activités extractives - du moins pour le moment. D'une façon générale, les autorités considèrent qu'ils interviennent de façon moins procédurale que les partenaires traditionnels et que leurs projets sont exécutés plus rapidement. En revanche, ils ne sont pas toujours en cohérence avec le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) et la politique d'endettement du pays.

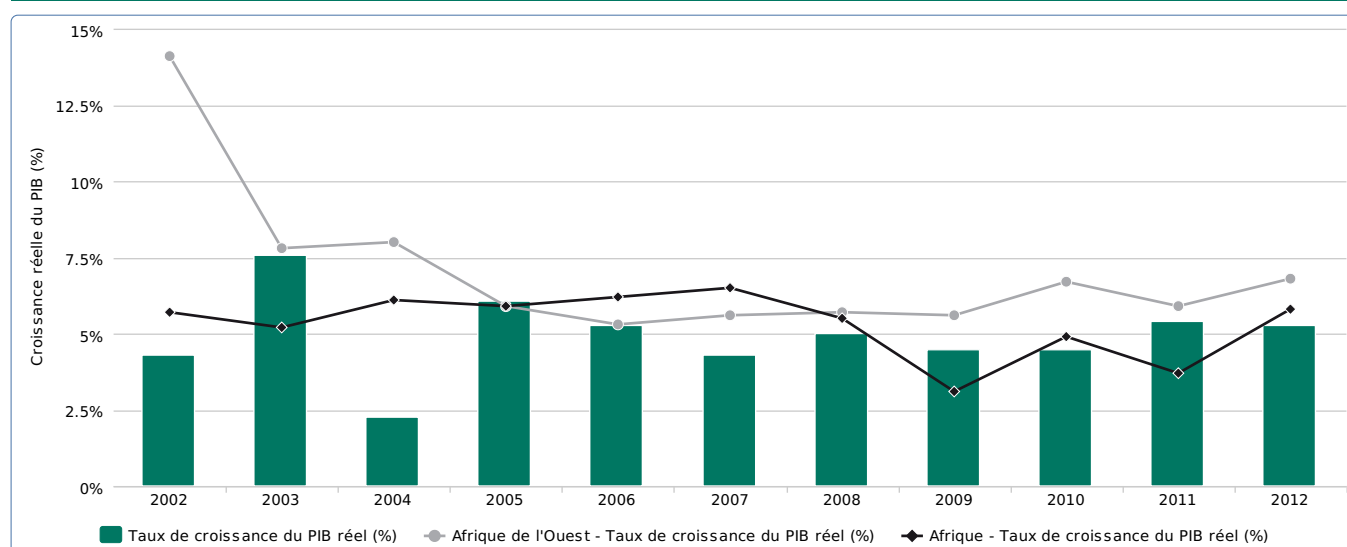
Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.5	4.5	5.4	5.3
Inflation IPC	2.2	1.4	4.1	2.5
Balance budgétaire % PIB	-4.2	-4.1	-4.1	-3.9
Balance courante % PIB	-7.5	-8.8	-9.6	-10.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.